



AR Prefecture	<i>République Française</i> <i>Liberté, Égalité, Fraternité</i>
AUTORISATION DE TRAVAUX POUR LA CREATION D'UN	
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LA REALISATION OU LA	
MODIFICATION D'UNE INSTALLATION OUVERTE AU PUBLIC (IOP)	

063-21630132
Région Occitanie
Publié le 06/08/2026

au titre de l'article L 111-8 du code de la Construction et de l'Habitation
délivrée par le maire au nom de l'État

ARRETE N° 115-31/07/2026

Le Maire de la commune de Cunlhat,

Vu la demande d'autorisation n° **AT 063 132 26 00002**
présentée par **la Mairie de CUNLHAT** », représentée par Monsieur FARGETTE Frédéric,
concernant le changement de catégorie de l'église

Vu l'article L 111-8 du code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu les articles R 111-19-13 à R 111-19-26 du code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le procès-verbal de la séance de la sous-commission départementale pour l'accessibilité
aux personnes handicapées en date du 30/06/2026 déclarant le projet sans objet pour les
travaux susvisés ;

Vu le procès-verbal de la séance de la sous-commission départementale pour la sécurité
contre les risques d'incendie et de panique en date du 11/06/2026 donnant un avis favorable
pour les travaux susvisés ;

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation de réaliser les travaux décrits dans la demande susvisée **est accordée** sous réserve de respecter les prescriptions :

- Les constructeurs, propriétaires et exploitants sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que des installations sont établies en conformité avec les dispositions de la réglementation.
- Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier :
 - L'état du personnel chargé du service de sécurité ;
 - Les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
 - Les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
 - Les dates des travaux d'aménagements et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux

AR Prefecture

063-216301325-20260803-2028_08_01-AR

Reçu le 06/08/2026

Publié le 06/08/2026

Faire passer par un technicien compétent les installations et équipements techniques.

Annexer au registre de sécurité :

- Les rapports des organismes ou personnes chargées des vérifications techniques imposées ;
 - Les procès-verbaux des matériaux et des éléments de construction justifiant de leur classement en réaction ou résistance au feu
- Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification réglementaires des installations et équipements techniques, selon les dispositions du règlement de sécurité.
- Les techniciens compétents devront établir un rapport faisant apparaître, l'objet de la vérification avec le rappel de l'article réglementaire (voir ci-dessous), l'état de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation, les éventuelles observations, le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du vérificateur. Les anomalies constatées doivent donner lieu à des observations clairement formulées avec la localisation de parties d'installations concernées.
- Rappel des périodicités :
- Chauffage, ventilation : annuelle par un technicien compétent ;
 - Installations électriques : annuelle par un technicien compétent ;
 - Alarme : annuelle par un technicien compétent ;
 - Extincteurs : annuelle par un technicien compétent
- Reporter sur le registre de sécurité, les dates des divers contrôles. Les éventuelles levées d'observation devront faire référence au rapport de vérification et aux numéros d'observation. Elles devront également faire apparaître le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du technicien ayant effectué les travaux.
- Réaliser les installations électriques conformément aux normes les concernant ; celles-ci devant être également commandées et protégées indépendamment des installations électriques desservant les établissements tiers éventuels.
- L'emploi de fiches multiples est interdit. Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.
-
- Doter l'établissement d'au moins un extincteur portatif installé dans les conditions suivantes :
- Les moyens d'extinction doivent être judicieusement répartis de préférence dans les dégagements, en des endroits visibles et facilement accessibles. Ils peuvent être protégés à condition de faire l'objet d'une signalisation claire. Ils ne doivent pas apporter de gêne à la circulation des personnes.
 - Les extincteurs portatifs sont appropriés aux risques, notamment électriques, qu'ils doivent combattre. Il y a un minimum d'un appareil pour 300 m² et par niveau. Ils

AR Prefecture

063-21630125-20260803-2028-08-01-AR
Reçu le 06/08/2026
Publié le 06/08/2026

doivent être accrochés à un élément fixe, avec une signalisation durable, sans passer la poignée de portage à plus de 1,20 m du sol.

- Assurer la surveillance de l'établissement par du personnel instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre des moyens de secours.
- Permettre l'alarme incendie par un dispositif sonore audible en tout point de l'établissement pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Le choix du matériel est laissé à l'initiative du chef d'établissement qui devra s'assurer de son efficacité. Le système d'alarme doit être maintenu en bon état.
- Afficher bien en vue des consignes précises indiquant :
 - le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers ;
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre
- Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours.
- Apposer un plan schématique à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs pompiers. Ce plan doit représenter l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité.

Article 2 : Les prescriptions proposées dans le procès-verbal de la sous-commission départementale pour l'accessibilité devront être intégralement respectées.

Article 3 : La délivrance de la présente autorisation ne dispense pas le demandeur d'obtenir avant la réalisation des travaux, les autorisations requises notamment au titre des codes de l'Urbanisme ou de l'Environnement.

Article 4 : M. le Maire de la commune de Cunlhat, M l'Adjudant-Chef de la Communauté de Brigade d'Olliergues, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de la commune.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Cunlhat le 03 août 2026

Le Maire de Cunlhat,



Frédéric FARGETTE

Notifié, publié le 04 août 2026